



Le 28 janvier 2009

« QUELLE TRANSITION VERS UNE SOCIÉTÉ VRAIMENT ÉCONOME EN CARBONE ? »

**DEBAT ORGANISÉ PAR LA FONDATION MADARIAGA – COLLEGE D'EUROPE
28 JANVIER 2009**

AVEC :

- **PHILIPPE DE BUCK, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BUSINESSEUROPE**
- **PAUL MAGNETTE, MINISTRE BELGE DE L'ÉNERGIE**

1. Remarques introductives

BUSINESSEUROPE soutient fermement l'objectif d'opérer une transition vers une société économe en carbone.

Nous soutenons en particulier l'objectif unilatéral de l'Union européenne de réduire, à l'horizon 2020, ses émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport à leur niveau de 1990.

Adopter une position commune d'appui à cet objectif n'a pas été simple pour notre organisation compte tenu de ses implications économiques très fondamentales. Le sens des responsabilités de nos membres, les nouvelles données scientifiques sur l'évolution du climat, l'évolution de l'opinion publique et des systèmes de gouvernance (au plan européen et au plan mondial) y ont aidé. La mise en œuvre de ces systèmes de gouvernance ne va cependant pas sans difficultés et c'est une question sur laquelle je me pencherai plus particulièrement.

Je voudrais considérer trois sujets :

- Hier (d'où venons-nous ? ; qu'avons-nous appris ?)
- Aujourd'hui (quels sont les points clés de l'agenda politique d'aujourd'hui pour mettre en œuvre les actions décidées concernant la période 2008-2012 ?)
- Demain (comment progresser vers la signature d'un accord international pour la protection du climat, couvrant la période 2013-2020 → c'est l'objectif qui est assigné à la conférence COP-15 des Nations Unies qui aura lieu à Copenhague en décembre de cette année.)



2. Hier

Dans le protocole de Kyoto, les pays industrialisés s'engageaient à réduire globalement leurs émissions de 5,2 % de 1990 à 2012. L'Union européenne s'engageait à faire une réduction de 8 % sur la période.

En ce qui concerne les résultats des efforts réalisés jusqu'à maintenant, ils peuvent se résumer comme suit :

a) *Évolution des émissions dans les pays/régions qui ont ratifié le Protocole de Kyoto (1990-2006)*

- Union européenne : -2.2 %
- Japon : +5.3 %

b) *Évolution des émissions dans les pays/régions qui n'ont pas ratifié le Protocole de Kyoto (1990-2006)*

- États-Unis : +14.4 %
- Australie : +28.8 %

L'Union européenne est donc la seule économie majeure au monde qui ait réduit ses émissions lors des dernières décennies.

c) *Évolution des émissions de gaz à effet de serre 1990-2006 dans l'Union européenne – analyse sectorielle*

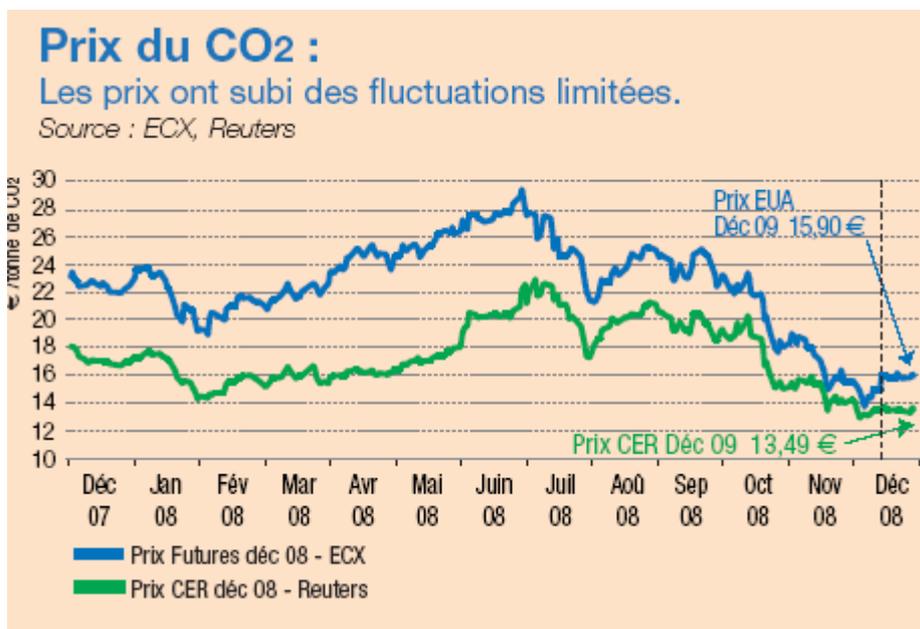
- Industrie : -13 % (malgré une production croissante). L'augmentation de l'efficacité énergétique dans l'industrie européenne a été de 25 % entre 1997 et 2007.
- Énergie : -11 %
- Transport : +26 %

Des chiffres précis ne sont pas disponibles concernant le secteur résidentiel mais on estime que ses émissions restent à un niveau stable ou sont en augmentation.

Ceci montre que l'industrie européenne est très engagée dans la lutte pour la protection du climat. Il faut tout faire pour la maintenir en mesure d'apporter sa contribution. Par ailleurs, il faut viser à rééquilibrer la charge des efforts de protection du climat, en veillant à ce que toutes les composantes de la société y participent activement, y compris les consommateurs et les pouvoirs publics.



- d) *Évolution du prix de la tonne de CO₂ dans le cadre de l'Emission Trading Scheme (ETS) et du Clean Development Mechanism (CDM)*



Quoique plus limitées que pour les matières premières, les fluctuations ont été énormes aussi. Le prix du CO₂ a baissé de plus de 50% depuis juin 2008. Par contre, il ne faut pas se leurrer : en 2013 au plus tard, les prix vont augmenter de nouveau à cause de la limitation du nombre des quotas. Il faut donc garder en mémoire les niveaux élevés de prix qui se sont manifestés dans le passé.

(Note : « prix UEA » = prix de la tonne dans l'ETS ; « prix CER » = prix moyen de la tonne pour les projets CDM)

- e) *Évolution du prix du pétrole*

Sur 2007 et 2008, on a noté de fortes fluctuations, génératrices de beaucoup d'incertitudes. A l'avenir, il faudra être prudent avec les mesures politiques qui renforcent la volatilité des prix de l'énergie et les incertitudes.



3. Aujourd'hui (2008-2012)

Rappel des gros points de l'agenda de politique énergétique / climatique européenne :

a) La montée des défis énergétiques

La flambée du baril en 2007 et 2008 et les crises répétées d'année en année concernant l'acheminement du gaz russe sont là pour nous rappeler que la sécurité de notre approvisionnement énergétique est fragile. Il est essentiel que la stratégie de transition vers une société « bas carbone » prenne en compte cette exigence essentielle de la sécurité d'approvisionnement. Il nous faut renforcer la politique européenne de l'énergie, à laquelle des Chefs d'États européens ont donné une nouvelle impulsion au Sommet de mars 2007. Dans cette politique énergétique, il faut accorder de l'attention non seulement aux aspects « climat » et « sécurité » d'approvisionnement, mais aussi à la compétitivité des entreprises consommatrices d'énergie. Une fourniture d'énergie à des prix compétitifs est essentielle pour que l'Europe puisse maintenir sur son territoire une base industrielle solide, capable de générer et de déployer des innovations dans la plupart des technologies énergétiques.

Selon les chiffres de la Commission européenne, la dépendance énergétique de l'Union européenne grimpera de 50 % en 2000 à 70 % en 2030. Situation particulière pour les principaux carburants fossiles importés :

- pétrole – 45 % des importations pétrolières de l'UE viennent du Moyen-Orient. D'ici 2030, 90 % de la consommation de pétrole dans l'UE devront être couverts par des importations.
- gaz – 40 % des importations européennes de gaz viennent de Russie (30 % d'Algérie, 25 % de Norvège). D'ici 2030, plus de 60 % des importations européennes de gaz devraient venir de Russie, et la dépendance extérieure générale devrait atteindre 80 %.
- charbon – d'ici 2030, 66 % des besoins de l'UE devraient être couverts par des importations.

b) Renforcer les politiques visant l'efficacité énergétique

L'efficacité énergétique demande à être privilégiée, car elle influence positivement les trois piliers : protection de l'environnement, sécurité énergétique, compétitivité. Des études montrent que les possibilités de réduction des émissions les plus efficaces sur le plan énergétique aujourd'hui sont des investissements dans l'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel. Ce potentiel doit être exploité au travers des diverses initiatives de l'UE en cours.¹ Nous demandons à la Commission de faire de l'efficacité énergétique une priorité n° 1, y compris durant la prochaine législature.

¹ Intégrer l'efficacité énergétique, par exemple, dans: la directive sur les bâtiments, la directive sur l'éco-design, l'étiquetage écologique, le plan pour des technologies énergétiques stratégiques (SET-Plan).



Une nouvelle étude de McKinsey vient d'être publiée et confirme l'énorme potentiel du secteur immobilier pour réduire les émissions avec un coût négatif. Globalement, le secteur immobilier peut économiser presque 1/3 de ses émissions jusqu'en 2030 avec des mesures d'efficacité énergétique qui ont un coût négatif.

c) La préparation, en 2009 et 2010, du système européen révisé d'échange de quotas d'émissions de CO₂, qui fonctionnera de 2013 à 2020 (« système ETS »)

BUSINESSEUROPE est satisfaite de voir qu'elle a été partiellement entendue dans le débat sur la révision de l'ETS, où nous avons demandé une modification fondamentale des règles qui prévoyaient la mise aux enchères, pour beaucoup d'entreprises industrielles, des quotas d'émission.

Le fondement de cette demande est que nous avons accepté l'élément le plus important de la directive ETS, à savoir l'objectif de réduction des émissions de CO₂ par l'industrie de 21% sur la période 2005-2020. Cependant, même avec le recours plus limité aux enchères, la directive ETS obligera les entreprises européennes à supporter des coûts énergétiques plus élevés que leurs concurrents.

Par ailleurs, les décisions prises maintiennent des incertitudes importantes pour les entreprises couvertes par le régime ETS : à l'heure actuelle, il est impossible pour une entreprise² de savoir combien de permis gratuits elle pourra obtenir à partir de 2013. Des détails cruciaux de la directive ETS doivent encore être décidés dans les deux années qui viennent :

- la liste des secteurs et sous-secteurs exposés au risque de « fuites de carbone » ;
- les *benchmarks* pour l'attribution de quota à titre gratuit. Ceux-ci risquent d'être durs : les entreprises doivent se préparer à un scénario où 10 % seulement d'entre elles (les plus éco-efficaces) obtiendront 100 % de gratuité. Il est donc probable que même les secteurs exposés aux « fuites de carbone » devront supporter des coûts importants.

d) Politique européenne en matière de renouvelables (objectif UE des 20%)

Pour BUSINESSEUROPE, il sera extrêmement difficile d'atteindre cet objectif dans des conditions de coût acceptables. Nous regrettons que le Conseil n'ait fait que des progrès limités sur les mécanismes de flexibilité géographique, qui permettent de limiter les coûts de promotion des renouvelables. Il faudra reprendre ce sujet à l'avenir.

e) Nécessité de réintroduire, à court terme, l'énergie nucléaire dans l'agenda des politiques énergétiques nationales et européennes

Actuellement, les initiatives des pouvoirs publics concernent surtout le développement de l'efficacité énergétique, des renouvelables et des technologies énergétiques

² Sauf dans le secteur électrique avec des enchères à 100 %



nouvelles (y compris la capture et le stockage souterrain du CO₂). Développer un agenda d'action bien pensé pour ces trois domaines est essentiel mais ne suffira pas. Comme le montre une série d'études émanant d'institutions nationales et internationales, une politique volontariste doit également être menée dans le domaine de l'énergie nucléaire pour asseoir l'avenir économique européen et la protection du climat sur des bases solides.

Au-delà de l'argument climatique (avantage du nucléaire comme source d'énergie n'émettant pas de CO₂), une telle politique volontariste se justifie par quatre points au moins. Tout d'abord, la compétitivité du nucléaire s'est considérablement renforcée au fur et à mesure de l'augmentation du prix des combustibles fossiles. Deuxièmement, la démonstration a été faite, notamment en Finlande, que des approches nouvelles de dialogue avec le public et une coordination administrative bien gérée sur le long terme permettent de mettre en œuvre des solutions techniques satisfaisantes concernant les déchets nucléaires. Troisièmement, les avantages de l'énergie nucléaire étant (re)découverts en dehors de l'Europe, ceci ouvre des opportunités importantes d'exportations et de créations d'emplois pour les entreprises européennes, lesquelles ont pu maintenir jusqu'à présent un leadership au niveau mondial en matière de technologies nucléaires. Enfin, s'agissant de la sécurité d'approvisionnement, les ressources d'uranium sont situées, dans leur toute grande majorité, dans des pays bénéficiant de régimes politiques stables.

4. Demain : aboutir à un accord mondial efficace sur le climat, couvrant la période 2013-2020 et au-delà

L'année 2009 sera décisive. La conférence internationale sur le changement climatique, à Copenhague en décembre, est censée trouver un accord international pour mettre un terme au réchauffement planétaire. À l'heure actuelle, les négociations ne sont pas aussi avancées que nous le souhaiterions, mais nous continuons à espérer que la situation évolue aux États-Unis. La nouvelle administration Obama devrait travailler à un système fédéral, et donc instiller une nouvelle dynamique dans les négociations internationales. Dès le 1^{er} janvier 2009, dix États du nord-est américain ont entamé la conception de leur régime régional contraignant de commerce d'émissions. La Californie s'est déjà fixé des objectifs majeurs de réduction des émissions. De plus, l'Australie a publié en décembre des propositions concrètes pour un régime du commerce d'émissions en 2012.

BUSINESSEUROPE mènera plusieurs activités en 2009 sur la politique internationale de changement climatique. Par exemple, nous co-organisons une table ronde à Copenhague, les 17 et 18 février, à laquelle les grandes fédérations d'entreprises du monde entier sont invitées à discuter du point de vue des entreprises dans les négociations.



Quatre principes clés pour un accord réussi :

BUSINESSEUROPE a récemment publié une brochure qui propose quatre principes clés pour guider les négociations internationales sur le changement climatique.

1. *Mobiliser toutes les grandes économies pour réduire les émissions dès que possible*

Selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie, 97 % des augmentations d'émissions entre aujourd'hui et 2030 émaneront des pays non-OCDE. La Chine, l'Inde et le Moyen-Orient se tailleront la part du lion de ces augmentations. C'est pourquoi un accord sans engagements des économies émergentes ne peut qu'échouer.

2. *Assurer une égalité de conditions pour l'industrie dans le monde entier*

Avant de passer d'un objectif de réduction de 20 à 30 %, l'UE se prononcera en 2010, par co-décision, sur la question de savoir si un accord international impose une charge équivalente aux industries non communautaires. Dans le scénario actuel de 20 % de réduction, les entreprises européennes couvertes par le régime ETS devront réduire leurs émissions de 21 % à l'horizon 2020 par rapport à 2005. Mais si l'UE fait passer son objectif général de réduction de 20 à 30 %, cela forcerait les entreprises couvertes par le régime ETS à opérer d'ici 2020 une réduction pouvant aller jusqu'à 37 %, selon une récente estimation de la Commission. La différence est telle qu'il faut évaluer soigneusement les effets sur la compétitivité européenne.

3. *Renforcer les mécanismes de marché mondiaux pour réduire les émissions*

Nous estimons que les mécanismes de Kyoto (développement propre et mise en œuvre conjointe) doivent être à la fois renforcés et réformés. C'est uniquement grâce à ces instruments que nous créerons une motivation au niveau des économies émergentes et en voie de développement pour nous rejoindre.

4. *Veiller au développement et au déploiement de toutes les technologies climatiques ayant un bon rapport efficacité-coût*

Il existe déjà de nombreuses technologies sur le marché, notamment des produits énergétiquement efficaces pour le secteur résidentiel. De plus, BUSINESSEUROPE plaide pour un accent plus net sur l'énergie nucléaire, en raison de ses avantages manifestes pour le climat et la sécurité d'approvisionnement énergétique.



5. Conclusions

La politique européenne actuelle en matière d'énergie et de climat privilégie largement l'aspect environnemental des défis futurs. BUSINESSEUROPE demande qu'une vision véritablement holistique des problèmes soit développée, donnant tout leur poids aux facteurs « sécurité d'approvisionnement » et « compétitivité ».

C'est uniquement si nous développons une telle vision et de telles politiques intégrées que nous pourrons apporter une contribution durable pour une transition réussie, dans l'Europe et dans le monde, vers une société « bas carbone ».
